



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Rencontre historique avec la Nation Anishinabek et les maires canadiens et américains des Grands Lacs et du Saint-Laurent

COLLINGWOOD (30 novembre 2018) - Pour la première fois, les maires canadiens et américains de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent et les chefs de la Nation Anishinabek se sont réunis pour demander des règles plus strictes pour tout nouveau prélèvement d'eau dans les Grands Lacs et le Saint-Laurent. Plus précisément, ils demandent au Conseil des ressources en eau des Grands Lacs et du Saint-Laurent (Conseil du Pacte) et au Conseil régional de reconsidérer et de reporter l'adoption des changements proposés aux procédures d'examen des demandes de prélèvement d'eau. Cela est d'autant plus important que plusieurs gouverneurs et premiers ministres nouvellement élus dans la région n'ont pas encore eu l'occasion de revoir ces règles d'une importance capitale.

Les maires et la Nation Anishinabek ont entamé un processus de discussions de bonne foi avec le Conseil du Pacte au cours des quatorze derniers mois pour améliorer les procédures et sont déçus des résultats. Au cours de cette période d'examen, les maires et la Nation Anishinabek ont cherché à travailler en collaboration avec le Conseil du Pacte et ont soulevé plusieurs lacunes importantes des procédures existantes.

Le Conseil du Pacte a ignoré bon nombre des préoccupations des maires, de la Nation Anishinabek et d'autres parties prenantes de la région des Grands Lacs. Au lieu de cela, le Conseil du Pacte cherche à faire adopter des révisions lors de sa prochaine réunion. Il est clair que les procédures proposées doivent encore être améliorées.

Les maires et la Nation Anishinabek partagent deux préoccupations principales concernant les procédures proposées pour l'examen des demandes d'exception:

- Premièrement, les procédures devraient permettre une participation accrue des intervenants et un meilleur accès à l'information pendant le processus d'examen. Ce n'est manifestement pas le cas avec les nouvelles règles proposées. Par exemple, les règles proposées n'exigent pas une participation du public dans chacune des régions de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent pour que toutes les voix puissent se faire entendre ;
- Deuxièmement, les procédures proposées ne permettent pas au Conseil du Pacte de s'assurer du respect de ses décisions. Le Conseil du Pacte n'assume pas sa responsabilité de surveiller et de faire respecter la conformité d'un demandeur à une demande d'exception, une fois que cette demande a été approuvée.

Les maires et la Nation Anishinabek ont également relevé d'autres lacunes dans les procédures proposées. Si les nouvelles règles étaient adoptées telles que proposées, ce serait une occasion manquée d'accroître la protection d'une ressource stratégique cruciale.



Citations :

"Aujourd'hui, les dirigeants de la Nation Anishinabek cherchent à faire en sorte que les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent soient assujettis à des règles plus strictes et à une meilleure prise en compte et reconnaissance des droits inhérents des Anishinabek, des droits ancestraux des Autochtones et des droits issus de traités lorsque le Conseil du Pacte et le Conseil régional interviennent en matière de prélèvement d'eau. L'eau est essentielle à la vie, à la Terre Mère - nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour la protéger." - Glen Hare, chef du Grand conseil de la Nation Anishinabek

"En tant que maires de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent, nous exigeons des règles plus strictes sur les nouveaux prélèvements d'eau et les révisions proposées par le Conseil du Pacte doivent être améliorées, a déclaré la mairesse Sandra Cooper, présidente de l'Initiative des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent et maire de Collingwood.

"Les maires veulent faire part de leur déception face aux nouvelles procédures proposées qui rendent nos eaux vulnérables. Nous demandons aux membres du Conseil du Pacte et du Conseil régional de reporter l'adoption des changements proposés afin que les gouverneurs et les premiers ministres nouvellement élus puissent les revoir ", a déclaré le maire Mike Vandersteen, maire de Sheboygan, Wisconsin.

La Nation Anishinabek est le porte-parole politique de 40 communautés de l'Ontario, représentant environ 60 000 personnes. La Nation Anishinabek est la plus ancienne organisation politique de l'Ontario et ses racines remontent à la Confédération des trois feux, qui existait bien avant la venue des Européens.

L'Initiative des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent est une coalition binationale de plus de 100 maires et autres représentants locaux qui travaillent activement avec les gouvernements fédéraux, des États, des provinces, des tribus et des Premières nations et d'autres intervenants pour promouvoir la protection et la restauration des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Pour plus d'information, veuillez consulter le site <http://glslicities.org>

- 30 -

Pour information:

Alliance des villes GLSL

Scott McKay, Tel.: (514) 618-0297

Courriel: scott.mckay@GLSLcities.org

Anishinabek Nation Lands and Resources
Department

Pour une entrevue:

GLSLCI- Jane Eagleton

Phone: 918-845-1340

Email: jane.eagleton@GLSLcities.org

Cameron Welch,

+1(705) 497-9127 ext 2283

cameron.welch@anishinabek.ca

Anishinabek Nation- Laura Barrios,
Communications Officer

Phone: +1(705) 497-9127 ext. 2339

Email: laura.barrios@anishinabek.ca

